

Lutte de classe

La fin du cycle de Doha reportée à plus tard.

Les discussions dites du cycle de Doha entre les 153 pays de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) entamées le 21 juillet à Genève, se sont finalement terminées par un échec cuisant principalement pour les Etats-Unis, les participants n'ayant pu se mettre d'accord sur les mesures visant à protéger les agriculteurs des pays dits pauvres qui constituent 50% ou plus de leur population active.

Les négociations ont échoué principalement en raison du désaccord entre les Etats-Unis, la Chine et l'Inde sur les importations agricoles, mais pas seulement.

Le cycle de Doha lancées en 2001 dans la capitale du Qatar a pour objectif la libéralisation des produits agricoles et manufacturés, autrement dit il vise à ouvrir les marchés intérieurs des 153 pays membres aux produits étrangers.

Rappelons que l'OMC trouve ses origines dans l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, appelé GATT et signé dès 1947. Alors que dans le milieu des années 1970, les négociations du GATT se sont surtout concentrées sur les législations nationales, y compris sociales, qui étaient censées constituer des obstacles au commerce, à partir de 1986 et jusqu'en 1994, aura lieu le dernier cycle de négociations sous l'égide du GATT appelé l'Uruguay round, au centre duquel se trouvera l'agriculture. Le 15 avril 1994 était signé un accord à Marrakech créant l'OMC dans le prolongement du GATT, dont la fonction sera de fournir un cadre permanent institutionnalisant les négociations commerciales réunissant la majorité des Etats au profit des multinationales.

L'objectif affiché de cette nouvelle réunion était de relancer le commerce international pour un nouvel abaissement des droits de douane, afin de stimuler l'économie mondiale et de contribuer à la lutte contre la pauvreté, alors qu'en réalité il s'agit de permettre aux capitalistes dominants de conserver leurs positions et d'enlever de nouvelles parts de marché.

Les discussions visant à aboutir à un accord mondial de libéralisation des échanges commerciaux ont échoué après neuf jours de négociations, les participants n'ayant pu se mettre d'accord sur les mesures visant à protéger les agriculteurs des pays « pauvres ».

En réalité les choses sont beaucoup plus compliquées, car chacun des pays participants à ce marchandage entendait bien défendre les intérêts particuliers de ses propres producteurs, ce qui remettait en cause en principe tout accord possible, puisque celui-ci devra être adopté à l'unanimité et dans sa globalité.

C'est le développement inégal sur le plan économique, industriel et agricole entre les différents pays et la concurrence acharnée qu'ils se livrent qui a conduit à ce nouvel échec, après celui de septembre 2003 lors de la conférence de Cancun (Mexique), alors qu'il était prévu que le cycle de Doha serait achevé en principe fin 2004.

Ces tractations entre Etats n'ont pas pour but d'harmoniser la production à l'échelle de la planète et de mettre fin à l'anarchie qui la caractérise en régime capitaliste pour satisfaire les besoins de l'humanité, mais de renforcer la concurrence que se livrent les différents producteurs dans l'intérêt des plus puissants afin d'éliminer les plus faibles.

De plus, les dirigeants des différents pays doivent rendre des comptes dans leur propre pays et se trouvent confrontés à des situations sociales tendues qui ne leur permettent pas de liquider des pans entiers de l'industrie ou de l'agriculture sans prendre le risque d'un embrasement social ou d'être discrédités au près de la population.

Si l'on ajoute à ce tableau que ces discussions se sont déroulées avec en toile de fond la crise des subprimes, la hausse des prix en général dont celle du pétrole et des produits alimentaires qui ont déclenché des émeutes dans plus de 40 pays, l'inflation qui est repartie à la hausse, etc., les participants à cette réunion ne disposaient pas d'une marge de manoeuvre suffisante leur permettant de faire les concessions nécessaires pour parvenir à un accord à l'heure où règne l'incertitude sur l'évolution de l'économie mondiale.

Pour qu'il y ait accord, il aurait fallu que la plupart des dirigeants des 153 pays participant à ces négociations assument les conséquences à court terme de leur soumission aux conditions dictées par les besoins du capitalisme mondial et qu'ils s'engagent à en faire porter le poids sur leur propre prolétariat et paysannerie pauvre, un risque qu'ils n'étaient apparemment pas tous prêts à prendre.

Cet échec était donc prévisible, d'ailleurs, avant même le début de cette réunion, le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, ne lui donnait pas plus de 50% de chance de réussite. Pour lui ces négociations sont devenues un « *bourbier* » inextricable qui manifestent à la fois le refus des différents capitalistes à accepter des concessions supplémentaires qui les conduiraient à une dépendance accrue en vers l'impérialisme américain, et la résistance des peuples qui ont tout à perdre dans ce marchandage dont ils sont finalement les seuls proies à dépouiller.

L'objectif de cette réunion était surtout de reporter sur l'ensemble des peuples les contradictions auxquelles doit faire face l'impérialisme américain qui demeure la première économie mondiale, ce qui a conduit l'OMC au bord de l'éclatement si l'on en juge par les clans (C4, G7, Nama 11, G20) qui se sont formés pour défendre leurs intérêts spécifiques dans des domaines aussi divers que l'industrie automobile, le jambon, le coton ou la banane par exemple. Mieux encore, elle a permis de révéler une ligne de fracture au sein de l'Union européenne.

Cette réunion s'étant étalée sur 9 jours et ayant mis en scène de très nombreux acteurs devant traiter de marchandises diverses, j'ai choisi de vous présenter son déroulement à partir des différentes questions abordées en essayant de regrouper les prises de position des uns et des autres pour que vous en ayez un aperçu le plus complet possible, figure ensuite les position de l'Union européenne et des Etats-Unis.

Pour planter le décor, voyons quels étaient les enjeux de ce marchandage planétaire.

Le projet présenté par Pascal Lamy (Parti socialiste) prévoyait notamment que les Etats-Unis réduiront de 70 % à 14,5 milliards de dollars (9,3 milliards d'euros) leurs subventions agricoles et que l'Union européenne diminuera les siennes de 80 % à 24 milliards d'euros. Les droits de douane agricoles européens supérieurs à 75 % seront abaissés de 70 %. Pour les produits manufacturés, les pays en développement devront réduire leurs droits de douane dans une fourchette de 20 à 25%.

Dans les domaines agricole et industriel, il prévoyait que les pays développés et en développement pourront protéger certains produits fragiles avec des droits de douane renforcés, mais les pays dits riches dans une moindre proportion. Cependant, les pays émergents ne seront pas autorisés à soustraire tout un secteur industriel, l'automobile par exemple, à la baisse générale des droits de douane.

Si ces propositions avaient donné lieu à un accord, les producteurs des pays « riches » se seraient retrouvés en concurrence directe avec ceux des pays où le coût de la main d'oeuvre et de la production est beaucoup plus bas. Cela aurait abouti à exiger des gouvernements des pays « riches » qu'ils fassent pression sur leurs propres producteurs pour qu'ils abaissent leur coût de production, autrement dit, une nouvelle baisse du coût du travail donc des salaires accompagnée de la liquidation des acquis sociaux qui existent encore, la législation du travail et la protection sociale en priorité.

Les produits agricoles en général.

Dès son arrivé à Genève le ministre indien du Commerce et de l'Industrie, Kamal Nath, avait refusé de dire s'il allait mettre sur la table des négociations une ouverture accrue du marché indien aux importations de produits industriels, pour ensuite exiger de pouvoir fixer un seuil bas pour le déclenchement prévu du mécanisme de sauvegarde en agriculture.

Celui-ci permettrait à un pays en développement d'augmenter ses tarifs face à un afflux d'importations de produits agricoles ou à une forte baisse des prix pour ces produits sur son marché. Washington s'y est opposé, estimant que le mécanisme pourrait devenir un outil protectionniste.

Un diplomate indien a déploré que les Etats-Unis aient refusé de bouger sur le mécanisme de sauvegarde, car « *c'est une question d'importance vitale pour nous* », il faut que 1,2 milliards d'Indiens puissent se nourrir quotidiennement, ce n'est pas une mince affaire.

La rigidité de Washington sur cette question servait à tenter d'échapper à une négociation sur les subventions américaines pour le coton.

« *Les Etats-Unis ne pouvaient se permettre de lâcher du terrain sur le coton et ne voulaient même pas en discuter. En tenant bon sur le mécanisme de sauvegarde, ils savaient que l'Inde ne lâcherait pas non plus et porterait la responsabilité de l'échec* », a affirmé un diplomate d'un pays asiatique sous le couvert de l'anonymat.

La Chine a ensuite emboîté le pas à l'Inde, Pékin avertissant dès samedi qu'il entendait protéger sa production de riz, de coton et de sucre, produits sur lesquels il refuse d'abaisser ses droits de douane.

M. Nath s'en est encore pris aux Etats-Unis en affirmant que Washington « *veut obtenir deux fois le montant des subventions accordées actuellement. Ils disent : 'nous voulons avoir le droit de doubler nos subventions et nous ne les triplerons pas. Que donnez-vous en échange ?'* »

D'autres pays, comme l'Uruguay et le Paraguay, ont également attaqué l'Inde sur la question de la clause de sauvegarde, accusant Delhi de vouloir protéger son marché en demandant un seuil très bas pour le déclenchement de ce mécanisme face à une hausse des importations agricoles.

De son côté, le ministre brésilien des Affaires étrangères, Celso Amorim, qui dirigeait de facto aux côtés de l'Inde le « G20 », groupe qui rassemble des grands pays émergents comme la Chine, le Nigeria, l'Argentine ou l'Afrique du Sud, avait ouvert le feu en comparant la stratégie des pays riches à celle de Goebbels, le chef de la propagande du IIIe Reich et en évoquant le spectre de Cancun.

Dénonçant les faibles concessions agricoles des pays du Nord, qui exigent en échange que les pays émergents ouvrent leur marché aux services et aux produits industriels, M. Amorim a assuré que son pays était prêt à attendre trois ou quatre années de plus afin d'obtenir un meilleur accord que celui qui est sur la table actuellement.

A Brasilia, le chef de l'Etat brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva a déclaré mercredi qu'il n'y aurait pas d'accord à Genève si les Etats-Unis ne réduisaient pas leurs subventions agricoles et si les Européens continuaient de fermer leur marché.

Sur la banane.

Selon un document que l'Associated Press s'est procuré, Bruxelles a proposé d'abaisser les taxes douanières pesant sur les bananes d'Amérique latine à 114 euros par tonne d'ici 2016, contre 176 euros actuellement.

Des nations d'Afrique et des Caraïbes s'opposaient dimanche à un accord qui aurait mis fin à la longue « *guerre des bananes* » opposant l'Union européenne aux pays d'Amérique latine dans le cadre du cycle de Doha conduit au sein de l'OMC.

L'accord profiterait aux pays exportateurs comme l'Equateur ainsi qu'à des multinationales comme Chiquita Brands International ou Fresh Del Monte Produce, au détriment d'anciennes colonies européennes, notamment françaises et britanniques, qui bénéficient jusqu'à présent de conditions préférentielles pour l'exportation du fruit jaune en Europe.

Les pays producteurs d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, qui paient actuellement des tarifs douaniers moindre quand ils importent leurs bananes en Europe, demandent une compensation financière avant de donner leur aval à l'accord.

Le ministre camerounais de l'Industrie Luc Mbarga a également déclaré que son pays déposerait une proposition alternative lundi, tandis qu'un délégué jamaïcain précisait que son pays souhaitait repousser l'entrée en vigueur de l'accord.

Sur le coton.

Les ministres du Commerce du « C-4 », groupe qui rassemble les quatre principaux pays producteurs d'Afrique de l'Ouest (Mali, Bénin, Burkina Faso et Tchad) se battent depuis 2003 pour que les négociations du cycle de Doha, menées à l'OMC, portent un intérêt particulier à la filière coton.

Les pays africains producteurs de coton étaient mécontents dimanche d'une rencontre avec la représentante américaine pour le commerce Susan Schwab, estimant qu'« *il n'y a toujours rien de concret* » sur une baisse des subventions des Etats-Unis au secteur cotonnier.

Le groupe demande que les Etats industrialisés, essentiellement les Etats-Unis, abaissent leurs subventions, qui plombent selon eux les cours mondiaux et pénalisent les pays pauvres. Ils réclament une baisse de 82,2% des subventions américaines.

« *Les Etats-Unis nous ont promis qu'ils allaient faire davantage dans le coton que dans le reste de l'agriculture, mais ils ne veulent rien annoncer maintenant* », a dit le négociateur. « *Il n'y a même pas eu de signaux à ce stade sur les chiffres qu'ils pourraient proposer* ».

Interrogée par l'AFP, une porte-parole de Susan Schwab a indiqué que les Etats-Unis et les pays du C-4 « *avaient discuté de la manière de créer plus de débouchés pour les exportations des producteurs africains, à travers une baisse barrières douanières* ».

Or, a martelé le négociateur, les producteurs africains « *n'ont pas de problème d'accès aux marchés* ». « *Ce que nous voulons, c'est qu'ils nous débarrassent du fardeau des subventions* ».

Quant aux Chinois, ils ont réclamé une forte réduction, voire l'élimination, des subventions américaines sur le coton qui « *ont provoqué des torts importants pour les producteurs de coton dans les pays en développement, en Afrique et pour quelque 150 millions d'entre eux en Chine* », selon les termes employés par l'ambassadeur chinois auprès de l'OMC Sun Zhenyu.

Sur l'industrie.

Les pays émergents ont finalement refusé de faire les concessions qu'attendaient les pays riches en matière industrielle en contrepartie de leurs offres agricoles.

Le négociateur indien avait souligné que la négociation ne devait pas servir à « *accroître la prospérité des pays développés* », et souligné l'importance pour les pays en développement de « *protéger leurs industries de plus en plus compétitives* ».

« *Nos offres dépendront de ce qui sera mis sur la table par les autres* », a-t-il ajouté, tout en rappelant que le cycle de négociations a débuté en 2001 dans l'objectif de mettre la libéralisation du commerce au service des pays pauvres.

La représentante américaine au Commerce lui a répondu que « *si les pays émergents n'apportent pas leur contribution à la négociation, ce ne sera pas vraiment un cycle de développement* ».

Les pays émergents sont par ailleurs eux-mêmes divisés sur les concessions qu'ils sont prêts à faire en matière d'ouverture de leurs marchés.

Au sein du « Nama 11 », groupe de pays en développement qui veulent limiter l'ouverture de leurs marchés industriels, certains pays, comme l'Argentine ou l'Afrique du Sud, ont adopté des positions particulièrement dures, alors que le Brésil a besoin d'un accord dans l'industrie pour pouvoir bénéficier à plein d'un accord agricole.

Parmi les sujets de paralysie, une « *clause anti-concentration* », voulue par l'Europe, qui empêcherait les pays émergents d'exclure des secteurs entiers de leur économie du champ de l'ouverture de leurs marchés. Un sujet important notamment pour l'Allemagne, qui cherche des débouchés pour son secteur automobile.

Mais tant les Brésiliens que les Indiens jugent qu'il s'agit d'une « *mauvaise idée* ». « *Si cela devait faire échouer un accord, qu'il en soit ainsi* », a estimé le ministre indien.

Un Européen s'est indigné : « *C'est consternant, car les pays émergents vont pouvoir conserver leurs pics douaniers et protéger des pans entiers de leur économie.* » Le ministre argentin des affaires étrangères,

Jorge Taiana, a protesté : « *Tel quel, ce document n'est pas acceptable.* »

L'Union européenne affiche ses désaccords internes. Sarkozy mène le bal.

Ces négociations de ont également permis de mettre à jour d'importantes divisions au sein de l'Union européenne. Neuf pays (l'Italie, de la France, de l'Irlande, de la Pologne, de la Hongrie, de la Grèce, du Portugal, de la Lituanie et de Chypre), conduits par la France et l'Italie se sont publiquement opposés aux concessions faites par le commissaire européen chargé du commerce, Peter Mandelson qui négociait au nom des 27 pays de l'UE.

Le samedi, à l'issu du Conseil des Ministres de l'Union européenne, le ministre français de l'Agriculture Michel Barnier a rendu public un communiqué indiquant : « *Au cours de ce Conseil, où des avis partagés se sont exprimés, de nombreuses délégations ont manifesté leurs réserves ou leur opposition à ce projet devant son déséquilibre manifeste* », en notant que la France a notamment « *refusé ces propositions en l'état* ». « *L'Union européenne a beaucoup semé mais la récolte n'est pas encore à la hauteur !* ».

Les huit pays européens alliés à la France ont réclamé la prise en compte des préoccupations des pays européens dans les discussions. Ainsi mardi, le ministre italien de l'Agriculture Luca Zaia avait prévenu que Rome ne signerait pas l'accord sur le cycle de Doha si les demandes européennes concernant les appellations d'origine contrôlées (AOC) ne figuraient pas dans le texte final.

Le ministre français de l'Agriculture, Michel Barnier, avait souhaité auparavant un accord « *équilibré et réciproque* ». « *Nous en sommes loin* », a-t-il ajouté. Dans un tel marché de dupes, il ne peut pas y avoir d'équilibre ni de réciprocité, il y a forcément des gagnants et des perdants.

Face aux critiques, la France par la voie de Michel Barnier s'est défendue d'être sortie de son rôle de présidente de l'Union européenne en s'opposant au projet d'accord.

« *Nous nous attachons à présider de façon impartiale et rigoureuse, mais sur une affaire aussi grave il n'est pas pensable que la France ne donne pas son avis* », a-t-il déclaré à Reuters en réponse aux critiques sur les dernières interventions françaises dans les négociations.

« *Le risque existe que sur cette base actuelle, il ne puisse pas y avoir l'unanimité au Conseil européen des ministres l'an prochain sur un accord final* » avait déclaré Barnier dans un entretien à Reuters, on s'en rejouit d'avance.

« *Il y a un vrai risque que cette affaire ne soit pas acceptée si les préoccupations de tous les Etats européens ne sont pas prises en compte* », a-t-on renchéri dans l'entourage de Sarkozy. « *On exprime nos préoccupations pour que personne ne soit surpris le jour où on dira non* », a-t-on ajouté de même source.

Le négociateur italien Adolfo Urso a pour sa part fait valoir à Genève qu'il y avait encore trop de « *zones d'ombre* » dans les négociations de Doha qu'il a estimées « *significativement déséquilibrées avec l'Europe donnant beaucoup, trop, et n'obtenant pas assez en retour* ».

En théorie, les questions commerciales de l'UE peuvent être prises à la majorité qualifiée, mais en pratique, un accord commercial mondial ne pourra pas être accepté contre la volonté des grands Etats membres.

Une action décisive devait être d'urgence entreprise par la Commission européenne « *sur les points d'achoppement que sont les appellations d'origine et les "intérêts industriels européens face aux grands pays émergents* », lit-on dans un communiqué diffusé par les services du Premier ministre.

« *La France est plus que jamais attachée à la promotion du développement, notamment des pays les plus pauvres, qui est l'objectif du cycle actuellement en cours* », lit-on dans le communiqué publié à l'issue du conseil des ministres français.

« *Si l'Europe doit jouer un rôle moteur à cet égard, elle doit aussi assurer la protection des intérêts européens avec vigilance et sans naïveté, notamment à l'égard des grands pays émergents* », poursuit le texte.

Sarkozy, dont le pays préside actuellement l'Union européenne (UE), a affirmé que la France ne signerait

pas l'accord sur la table à l'OMC « *s'il n'est pas modifié* ».

Interrogé sur ces propos, le commissaire européen au Commerce Peter Mandelson a rappelé que la Commission européenne - et non les Etats membres de l'UE - était chargée de négocier au niveau de l'OMC.

Les Etats-Unis contre la Chine et l'Inde, mais en position d'infériorité.

Washington s'est opposé à trois grands pays émergents, l'Inde, la Chine et l'Indonésie, qui voulaient, dans le cadre du « *mécanisme spécial de sauvegarde* » déjà évoqué plus haut, pour protéger leurs agriculteurs en cas de brusque arrivée massive sur leurs marchés de produits agricoles importés à bas prix, par exemple du riz.

« *En voulant trop protéger leurs propres intérêts, les Etats-Unis demandent un prix aussi élevé que le ciel* », a déclaré le ministre chinois du Commerce Chen Deming, cité par l'agence de presse Chine nouvelle.

Le ministre du Commerce indien Kamal Nath a de son côté estimé que les exigences américaines avaient été démesurées.

Ces négociations ont montré que l'époque où l'impérialisme était tout puissant et pouvait imposer sa politique de brigand était sur le point de s'achever...

L'échec final.

Ils ont pourtant tout tenté pour trouver un accord. Ils avaient même formé un groupe « **avancé** » des Sept (Etats-Unis, Union européenne, Brésil, Inde, Australie, Chine, Japon) pour forcer la main à celui ou ceux qui auraient été tentés de faire valoir ses intérêts particuliers, puis pour les isoler le cas échéant, mais rien n'y a fait, cette coalition fictive à volé en éclat dès le premier jour des discussions.

Le ministre du Commerce de la Nouvelle-Zélande, Phil Goff, a confirmé l'échec des pourparlers et estimé qu'il était peu probable que les négociateurs se réunissent à nouveau avant le milieu de l'année prochaine. Le commissaire européen au Commerce, Peter Mandelson, a évoqué pour sa part « *un échec très douloureux et un véritable revers pour l'économie mondiale, au moment où nous aurions vraiment eu besoin de bonnes nouvelles* ».

Pascal Lamy avait appelé les pays membres de l'OMC à travailler « ensemble avec davantage conscience de l'urgence », mais en vain.

Pour montrer sa bonne volonté, le négociateur brésilien, M. Amorim, qui jouait le rôle de fer de lance des pays émergents à l'OMC a même dit « *nous ne finirons peut-être pas tout, mais il faut arriver à un accord* », peine perdue.

Les responsables du commerce des Etats-Unis, de l'Union européenne, de l'Inde, du Brésil, du Japon, de l'Australie et de la Chine ont discuté pendant près de 16 heures à partir de mercredi pour tenter de parvenir à un accord sur les principaux points du cycle de Doha, sans résultat.

Le ministre brésilien de l'Agriculture Reinhold Stephanes dans une interview a déclaré désabusé : « *Je ne crois pas au cycle de Doha. Ce cycle ne servira à rien. Il n'a aucune chance d'apporter des résultats* », il préfère les accords bilatéraux entre Etats.

Malgré les mises en garde de Pascal Lamy, qui avait averti que « *l'horloge joue contre nous, il est temps pour tout le monde de faire preuve de souplesse* », le sort de ce marchandage était scellé d'avance et rien ni personne ne pouvait y changer quoi que ce soit.

Et la négociatrice américaine d'exprimer un profond regret devant les journalistes : « *On a été si proches d'un accord* ».

La palme du cynisme revient comme il se doit à Pascal Lamy qui a osé dire : si le cycle devait échouer, les « *Africains seraient les premières victimes* », alors que le continent entier est littéralement pillé par les multinationales et réduit à l'état d'indigence permanente depuis bientôt un siècle.

Épilogue

L'échec des négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) cette semaine à Genève a probablement reporté à 2009 toute avancée dans la libéralisation des échanges commerciaux, même si certains pays demandent une reprise rapide des discussions.

Pour le prix Nobel d'économie et professeur à l'université de Columbia Joseph Stiglitz « les pourparlers ne pourront reprendre qu'après les élections américaines », d'autant qu'il est « *difficile de négocier un accord quand le chômage augmente* » et que l'économie faiblit.

L'Inde qui occupe une place importante au sein de l'OMC, devrait organiser des élections fin 2008, ce qui complique encore la donne.

En attendant, plusieurs voix se sont élevées en faveur de la multiplication des conventions bilatérales ou régionales qui traditionnellement sont favorables au capitaliste le plus puissant.

Ce nouvel échec de l'OMC après celui de Cancun en 2003, montre d'une part que le capitalisme mondial emmené par les Etats-Unis est aux abois, les manifestations d'impatience des uns et des autres en témoignent, que la concurrence entre capitalistes n'a jamais cessé malgré toutes les institutions existantes et tous les accords passés, elle est même plus acharnée que jamais, que les tensions se sont ravivées entre Etats, y compris à l'intérieur de l'Union européenne, qu'ils leur aient de plus en plus difficile d'imposer de nouvelles privations à tous les peuples et de les affronter dans un contexte où les revendications salariales surgissent aux quatre coins du monde en raison de la hausse générale des prix.

Les deux pays les plus peuplés du monde, la Chine et l'Inde, ont les moyens de résister mieux que les autres à la crise qui frappe de plein fouet le capitalisme mondial grâce à leur immense marché intérieur. De leur côté, les Etats-Unis embourbés dans la guerre en Irak et en Afghanistan ne peuvent compter que sur l'économie de guerre pour survivre. La hausse du dollar et le maintien des taux d'intérêt de la Fed ont sans doute un rapport avec l'échec de ces négociations...

Finalement, bien que cela ne saute pas aux yeux, c'est bien encore la lutte des classes qui s'est exprimée à Genève et qui en partie a mis en échec les prétentions des maîtres du vieux monde qu'il nous faut balayer.

(source : AFP 20, 23, 24, 27,28,29,31.07 et 02.08 ; AP 25, 26,27,29.07 ; *Le Monde* 27.07 ; Reuters 28,29.07)